

DP0333372500059

Envoyé en préfecture le 11/09/2025

Reçu en préfecture le 11/09/2025

1 1 SEP. 2025 ID: 033-213303373-20250909-ADS DP2500059-AI

## **DESTINATAIRE**

Monsieur VALLOIR BENOIT 651 ROUTE DE LA PEYROUSE 33720 BUDOS

### DP0333372500059

# Déposée le 22/08/2025

**Monsieur VALLOIR Benoit** Par:

Demeurant à : 651 ROUTE DE LA PEYROUSE

**33720 BUDOS** 

Pour : 1/ Remplacement de la porte d'entrée par

une porte blanche à panneau plein

2/Réfection façade : suppression enduits mise en pierres apparentes avec enduit à la chaux

ton pierre.

Surface de plancher créée : 0 m²

Destination : Habitation

Sur un terrain sis à : 6 Chemin du Gard 33210 PREIGNAC

Cadastré : 0B-1810 Superficie: 238 m²

### DECISION DE NON-OPPOSITION A DECLARATION PREALABLE

Au nom de la commune par le Maire

Le Maire,

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme.

Vu le Plan de Prévention du Risque Inondation - Garonne - Secteurs de Rions à Toulenne et de Virelade à Le Tourne approuvé par arrêté préfectoral en date du 17/12/2001 et révisé le 23/05/2014,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 17/05/2017,

Vu la délibération du conseil communautaire prescrivant l'élaboration du PLUI en date du 28/06/2017, complétée par la délibération modificative du 26/09/2018,

Vu la délibération du conseil communautaire portant débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du PLUI en date du 07/07/2021,





Envoyé en préfecture le 11/09/2025

Reçu en préfecture le 11/09/2025

Publié le 1 SEP. 2025

ID: 033-213303373-20250909-ADS\_DP2500059-AI

### DECIDE

**Article 1:** La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition.

Article 2 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 3: AFFICHAGE RÉCÉPISSÉ DE DEPOT

Le récépissé de dépôt remis et affiché en mairie le 22/08/2025.

Fait à **PREIGNAC**, Le **09/09/2025** 

Le Maire,

Thomas FILLIATRE

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.